

**RÉFORMER  
L'ENVIRONNEMENT  
DES AFFAIRES  
DANS UN CONTEXTE  
DE FRAGILITÉ  
ET DE CONFLIT**

**ICREPORT**  
Juin 2021

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	
Résumé exécutif	<b>3</b>
Principales conclusions	<b>4</b>
<b>CONTEXTE</b>	
<b>LE SECTEUR PRIVÉ EN TANT QUE PARTENAIRE DU DÉVELOPPEMENT ET ARTISAN DE LA PAIX</b>	
Renforcer l'appropriation, la transparence et la confiance dans les efforts de réforme	<b>6</b>
Utiliser le dialogue inclusif pour soutenir les réformes des télécommunications	<b>7</b>
Accent mis sur les investisseurs privés nationaux et étrangers	<b>8</b>
Se concentrer sur les opportunités d'investissement transformatrices	<b>8</b>
Traiter les liens entre informalité, fragilité et conflit	<b>9</b>
Les entreprises sociales – une opportunité unique pour un développement inclusif	<b>10</b>
<b>RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS</b>	
Recommandations et soutien que vous pouvez demander à la Facilité ICR	<b>11</b>
Autres lectures	<b>12</b>
<b>MENTIONS LÉGALES</b>	
	<b>13</b>

# RÉFORMER L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES DANS UN CONTEXTE DE FRAGILITÉ ET DE CONFLIT

## QUELLES SONT LES PRINCIPALES CONSIDÉRATIONS POUR LES GOUVERNEMENTS ET LES REPRÉSENTANTS DES ENTREPRISES LORS DE LA RÉFORME DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES DANS UN CONTEXTE DE FRAGILITÉ ET DE CONFLIT ?

### RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Souvent, ce sont les pays qui ont le plus besoin d'investissements privés et de croissance économique qui ont aussi le plus de difficultés à investir et à faire des affaires. Non seulement les entreprises de ces pays ont du mal à accéder aux marchés et à obtenir les intrants dont elles ont besoin pour être compétitives, mais leurs gouvernements sont également mis au défi dans leurs efforts pour gérer l'environnement des affaires et l'économie. **En conséquence, le chômage et la pauvreté restent excessivement élevés dans ces pays, ce qui contribue à aggraver la fragilité et les conflits.**

Ce rapport examine les défis de la réforme de l'environnement des affaires dans les situations fragiles et affectées par des conflits. Il examine la manière dont les gouvernements et les organisations représentatives des entreprises peuvent s'unir pour **soutenir les changements** qui améliorent les conditions du développement des affaires et de la croissance économique. En outre, il fait **des suggestions** sur la manière dont la Facilité ICR peut apporter un soutien concret.<sup>1</sup>



Le rapport s'appuie sur un événement en ligne que la Facilité ICR a organisé sur ce sujet.<sup>2</sup> Veuillez [regarder l'enregistrement ici](#) >>>

1 La Facilité ICR a organisé un événement en direct sur l'amélioration du climat d'investissement par des réformes sensibles au genre en période de COVID-19, qui examine le rôle du secteur privé pour arrêter et inverser les écarts croissants dus à la crise corona et comment les gouvernements ACP peuvent s'attaquer aux réformes de l'environnement des affaires sensibles au genre pour une reprise durable. Enregistrement : *Improving the investment climate through gender sensitive reforms in times of COVID 19* >>> YouTube

2 Parmi les intervenants figuraient *Simon White* (Dr, conseiller politique indépendant), *Rima das Pradhan-Blach* (Facilité d'intégration territoriale et de planification de l'UE pour le programme de développement local et économique inclusif en Somalie) et *Maisara Latiph* (membre du Parlement philippin pour la région autonome de Bangsamoro).

## PRINCIPALES CONCLUSIONS



Le conflit et la fragilité affectent l'environnement des affaires dans lequel les entreprises locales démarrent et se développent. Si certaines entreprises privées peuvent bénéficier de la fragilité et du conflit et apprendre à fonctionner dans ce contexte, le secteur privé au sens large est une force de changement productive. Il est essentiel de comprendre l'impact du conflit sur l'environnement des affaires et plus particulièrement sur les entreprises elles-mêmes. En procédant ainsi, il sera possible de trouver des moyens pour que le gouvernement et les entreprises puissent travailler ensemble afin de soutenir la stabilisation et la consolidation de la paix.



Le dialogue public-privé permet au gouvernement et aux entreprises de converger et d'unir leurs forces en matière de développement économique. En particulier dans les contextes fragiles, les modèles inclusifs de dialogue public-privé peuvent élargir l'éventail des acteurs impliqués. Le dialogue inclusif implique des femmes d'affaires, des personnes d'ethnies différentes, des entreprises informelles et des entreprises opérant dans des secteurs économiques stratégiques. En effet, les modèles inclusifs de dialogue public-privé peuvent aller jusqu'à rassembler des groupes en conflit.



Il est important de reconnaître que les investissements tant étrangers que nationaux peuvent stimuler le développement des entreprises et la croissance économique. Alors que l'investissement étranger direct et les sociétés multinationales permettent à un pays d'accéder à des capitaux, des emplois, des compétences, des technologies et des réseaux d'affaires internationaux qui ne sont pas disponibles au niveau national, les investisseurs locaux sont étroitement liés au monde des affaires et sont des protagonistes clés du développement et du rétablissement de la paix.



Une approche des réformes plus « axée sur les transactions », orientée sur les besoins spécifiques des opportunités d'investissement transformatrices, permet de débloquer les investissements privés dans des secteurs ou des groupes stratégiques en situations de fragilité et de conflits. Les gouvernements et les entreprises peuvent identifier les opportunités de réformes pragmatiques qui se concentrent sur les opportunités d'investissement transformatrices ascendantes, plutôt que de s'appuyer sur des réformes générales, nationales et économiques.



Les femmes et les hommes sans emploi dans les situations fragiles et touchées par les conflits n'ont souvent pas d'autre choix que de se lancer dans une forme de génération de revenus informels pour survivre. Les réformateurs peuvent traiter des niveaux élevés d'informalité par des politiques bien coordonnées qui tiennent compte des conditions propres à chaque pays et combinent des efforts à long terme pour formaliser l'économie avec des efforts à plus court terme pour résoudre les problèmes immédiats auxquels sont confrontés de nombreux acteurs de l'informel.



## CONTEXTE

### RÉFORMER L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES DANS UN CONTEXTE DE FRAGILITÉ ET DE CONFLIT

La réforme de l'environnement des affaires dans des situations de fragilité et affectées par des conflits présente de nombreux défis.<sup>3</sup> Faisant partie du climat d'investissement, l'environnement des affaires est constitué des conditions politiques, juridiques, institutionnelles et réglementaires qui régissent les activités commerciales. Idéalement, l'environnement des affaires établit les relations entre les acteurs publics, privés et civils et la manière dont ces acteurs interagissent. Toutefois, dans les situations de conflit et de fragilité, ces interactions ne sont pas toujours fondées sur des règles formelles. Cela crée des défis pour les gouvernements et

les entreprises. Les améliorations de l'environnement des affaires reposent généralement sur un engagement étroit entre les acteurs étatiques et non étatiques pour identifier et gérer les réformes destinées à améliorer les conditions dans lesquelles les investisseurs privés opèrent.<sup>4</sup>

Selon le Groupe de la Banque Mondiale, les défis posés par la fragilité, les conflits et la violence sont « spécifiques au contexte, complexes et nuancés, et nécessitent des approches adaptées à la géographie, à l'histoire et aux facteurs de conflit propres à chaque situation ».

#### LES TROIS ÉLÉMENTS QUI AFFECTENT CES SITUATIONS SONT :<sup>5</sup>

##### (1) FRAGILITÉ



**lorsque des pays ayant des problèmes de gouvernance profonds et une faiblesse institutionnelle de l'État sont caractérisés par des griefs profonds ou des niveaux élevés d'exclusion, un manque de capacités et une fourniture limitée de services de base à la population**

##### (2) CONFLIT



**lorsque les pays présentent un conflit actif sur la base d'un taux seuil de décès liés au conflit**

##### (3) VIOLENCE



**lorsque les pays présentent des niveaux élevés de violence interpersonnelle et en bande, y compris la violence sexiste et la violence contre les enfants**

Alors que, dans ces situations, le secteur privé joue un rôle important dans la création de nouveaux revenus et emplois et dans le développement économique, il est confronté à de nombreux obstacles qui l'empêchent de remplir ces fonctions.

Dans les situations fragiles et touchées par les conflits, de nombreuses entreprises sont informelles, dotées de faibles capacités de gestion et sans accès aux financements dont elles ont besoin pour démarrer et se développer. Les marchés sur lesquels elles opèrent sont souvent sous-développés et peuvent être dominés par des entreprises d'État et d'autres formes de distorsion du marché. En outre, les infrastructures sont inadéquates et les chaînes d'appro-

visionnement sont souvent rompues. Ces problèmes sont exacerbés par la faiblesse de l'environnement juridique et réglementaire, la faible capacité des gouvernements et la faiblesse des institutions publiques.

Ce rapport met en évidence certaines des dernières conclusions de la recherche et des engagements avec les partenaires de la Facilité pour l'Investment Climate Reform (ICR) sur la façon d'améliorer l'environnement des affaires dans ces conditions. Il se concentre sur les principaux points de départ pour le gouvernement et les entreprises et décrit comment ils peuvent travailler ensemble pour trouver des solutions communes et efficaces.<sup>6</sup>

<sup>3</sup> Pour une liste des États fragiles, voir the 'FY21 List of Fragile and Conflict-affected Situations' by the World Bank Group: [FCSList-FY21.pdf \(worldbank.org\)](#)

<sup>4</sup> Voir DCED (2008).

<sup>5</sup> World Bank Group (2019) *World Bank Group Strategy for Fragility, Conflict, and Violence 2020–2025*. World Bank Group, Washington DC.

<sup>6</sup> White, S. (2020) *Business Environment Reforms in Fragile and Conflict-Affected Situations*; A Discussion Paper, DCED, Cambridge, UK

# LE SECTEUR PRIVÉ EN TANT QUE PARTENAIRE DU DÉVELOPPEMENT ET ARTISAN DE LA PAIX

Si le secteur privé a souvent été un catalyseur de « dissensions » et conflits, il peut également jouer un rôle essentiel dans le rétablissement et le maintien de la paix.<sup>7</sup> Il est important de reconnaître que le secteur privé est diversifié et représente un grand nombre d'intérêts. Il comprend des entreprises de tailles, de types et de structures de propriété différents, tout en opérant dans un large éventail de secteurs et de marchés. Un secteur privé vivant, « dynamique et inclusif peut stimuler la croissance économique, fournir des emplois et des services, et contribuer à la stabilisation des sociétés ».<sup>8</sup>

Les gouvernements et les communautés locales n'ont souvent pas la capacité de faire face à la fragilité et au conflit. Or, dans ces situations, les entreprises privées ont également du mal à investir, à être compétitives et à se développer.<sup>9</sup> Si certaines entreprises privées peuvent bénéficier de la fragilité et des conflits et apprendre à opérer dans ces conditions, le secteur privé au sens large est une force de changement productif. En unissant ses forces, le secteur privé a le potentiel de plaider et de promouvoir la paix tout en encourageant l'investissement et la reconstruction des moyens de subsistance et des infrastructures.<sup>10</sup>

Il existe des moyens pour les gouvernements et le secteur privé de travailler ensemble en tant que partenaires du développement et artisans de la paix. Les faits montrent comment le développement du secteur privé peut créer des emplois, tout en améliorant les moyens de subsistance, en encourageant la continuité des activités et en contribuant à la stabilisation et à la consolidation de la paix en temps de guerre.<sup>11</sup> Toutefois, pour y parvenir, il faut bien comprendre le lien entre le développement économique, les affaires, les emplois, la fragilité et les conflits. Il faut également que les réformateurs adoptent une « perspective d'entreprise » tout en s'attaquant aux causes de la marginalisation économique.<sup>12</sup>

La réforme de l'environnement des affaires dans des situations de fragilité et de conflits offre l'occasion de se concentrer sur des environnements des affaires plus inclusifs qui améliorent la croissance et la compétitivité des entreprises.

Ces réformes peuvent avoir un effet positif sur la société, ainsi que sur les groupes sociaux traditionnellement exclus de l'économie.

**Recommandation pour les parties prenantes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) :**



Concevoir des réformes de l'environnement des affaires sur la base d'une compréhension claire de la manière dont les entreprises sont affectées par la fragilité et les conflits et de la manière dont le gouvernement et les entreprises peuvent travailler ensemble pour soutenir la stabilisation et la consolidation de la paix.

## RENFORCER L'APPROPRIATION, LA TRANSPARENCE ET LA CONFIANCE DANS LES EFFORTS DE RÉFORME

Il a été constaté que le processus de dialogue public-privé, dans lequel les acteurs de l'État et du monde des affaires se réunissent pour discuter de questions pratiques qui les concernent, renforce l'appropriation, la transparence et la confiance dans les efforts de réforme. Cependant, le dialogue entre les gouvernements et les entreprises dans les situations de conflit et de fragilité est souvent limité à un petit groupe d'acteurs non représentatifs qui ne sont pas toujours engagés à promouvoir la paix et la stabilité. Ainsi, les

7 Voir : Peschka, M. (2011) *The role of the private sector in fragile and conflict-affected states*. World Bank (Washington DC).

8 World Bank Group (2019) Op. Cit.

9 OECD (2016) *States of Fragility 2016: Understanding violence*, OECD Publishing, Paris.

10 Voir l'exemple du Sri Lanka: Miriyagalla, D. (2016). *Business and Peace in Sri Lanka: The Roles of Employer and Business Membership Organizations*. ILO.

11 Schrade, U., B. Seibel, C. Weinreich, and S. Reichenbach (2017) *Is there a case for private sector development interventions in contexts of open and sustained violence?* GIZ, Eschborn.

12 Datzberger, S., and M. Denison (2013) *Private sector development in fragile states*. EPS-PEAKS, London, UK.

réformes de l'environnement des affaires commenceront souvent par l'élargissement de l'éventail des acteurs et des représentants participant au dialogue. Cela devrait inclure des femmes d'affaires, des personnes d'ethnies différentes, des entreprises informelles et des entreprises opérant dans des secteurs économiques stratégiques. Un dialogue public-privé inclusif peut éviter que les gouvernements ne créent des réglementations qui pourraient aggraver les conflits existants.<sup>13</sup>

Par exemple, des modèles inclusifs de dialogue public-privé au Somaliland ont été utilisés pour identifier, hiérarchiser et mettre en œuvre des interventions politiques essentielles pour surmonter les obstacles au développement du secteur privé, à la promotion des investissements et à la croissance économique. Le dialogue public-privé a fourni un mécanisme d'engagement qui garantit des solutions politiques plus inclusives et durables grâce à un processus de réforme structuré, fondé sur des données probantes et participatif. Cela complète les efforts [nationaux de dialogue public-privé \(PPD\)](#) entrepris par le gouvernement fédéral de Somalie et

la Chambre de commerce et d'industrie de Somalie, que l'UE et la Banque mondiale soutiennent.<sup>14</sup>

**L'encadré 1**, ci-dessous, fournit un exemple de la manière dont le dialogue inclusif impliquant les gouvernements nationaux et sous-nationaux, les agriculteurs et les éleveurs est soutenu pour conduire les réformes des télécommunications.

#### Recommandation pour les parties prenantes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) :



**Soutenir des formes inclusives de dialogue public-privé qui ouvrent ces processus à un large éventail de femmes et d'hommes et d'entreprises de tailles diverses dans des secteurs stratégiques.**

#### ENCADRÉ 1 :

##### Utiliser le dialogue inclusif pour soutenir les réformes des télécommunications

Au Sahel, SNV, l'organisation néerlandaise de développement international à but non lucratif, s'efforce d'améliorer les revenus des ménages d'éleveurs et d'agriculteurs en leur donnant accès à des données géo-satellites fiables fournies par les réseaux de téléphonie mobile.<sup>15</sup> Ce programme soutient les partenariats public-privé dans ces milieux fragiles afin de trouver des solutions numériques basées sur le marché.

Plus récemment, le programme a cherché à étendre l'ampleur de son impact en soutenant les réformes juridiques et réglementaires dans le domaine des télécommunications au Mali et au Burkina Faso. Les services de télécommunications sont essentiels au succès des nouvelles solutions numériques basées sur le marché et dépendent d'un cadre juridique et réglementaire qui prévoit des investissements dans les infrastructures de téléphonie mobile dans les zones reculées et l'interopérabilité des services de réseau.

Pour réussir, ces réformes nécessitent un dialogue qui implique les éleveurs, les agriculteurs et les petites entreprises agricoles, qui ne sont généralement pas impliqués dans ce type de consultations sur les réformes. Ainsi, la SNV travaille avec les gouvernements nationaux et sous-nationaux concernés, les organisations représentatives des agriculteurs et des éleveurs, et les fournisseurs de réseaux le long des corridors communs d'Afrique de l'Ouest utilisés par les pasteurs nomades.

<sup>13</sup> GTZ (2008) *Private sector development in (post-) conflict situations*, GTZ, Eschborn.

<sup>14</sup> Une *étude financée par l'UE* en 2019 a élaboré une feuille de route visant à accroître les investissements en Somalie de la part des institutions de financement du développement.

<sup>15</sup> Il s'agit notamment du *Sustainable Technology Adaptation for Mali's Pastoralists (STAMP)* programme et du *Mobile Data for Moving Herd Management and better incomes (MODHEM)* in Burkina Faso.

## ACCENT MIS SUR LES INVESTISSEURS PRIVÉS NATIONAUX ET ÉTRANGERS

La réforme de l'environnement des affaires dans les économies en développement, y compris celles qui sont touchées par la fragilité et les conflits, vise souvent à attirer les investissements étrangers et à accroître le potentiel des entreprises multinationales à augmenter leurs niveaux d'investissement.<sup>16</sup> Si les investissements directs étrangers et les entreprises multinationales peuvent permettre à un pays d'accéder à des capitaux, des emplois, des compétences, des technologies et des réseaux d'affaires internationaux qui ne sont pas disponibles au niveau national,<sup>17</sup> il existe également des investisseurs locaux qui jouent un rôle important dans la croissance économique.

Environ 90% des investissements dans les pays fragiles et touchés par les conflits proviennent d'investisseurs nationaux, et deux tiers des investissements étrangers proviennent des voisins et des diasporas. Les investisseurs étrangers non extractifs sont rarement intéressés par les zones touchées par les conflits. Les réformes favorables aux investisseurs devraient donc servir à développer les investissements des entreprises nationales.<sup>18</sup> En effet, de nombreuses petites et moyennes entreprises et des ménages de la classe moyenne dans les pays en situations de fragilité et de conflits cherchent souvent à investir leurs économies en dehors du pays. Il s'agit de ressources nationales qui peuvent être exploitées pour le développement national.

Le programme « Secteur privé de la Libye » financé par l'UE (EU4PSL), et mis en œuvre par Expertise France, a soutenu la création d'un service d'assistance pour soutenir et faciliter les investissements privés et stimuler le commerce transfrontalier, ainsi que d'un point-service unique pour réorganiser les formalités administratives sous un même toit. Il a établi des partenariats étroits avec le ministère des finances et a renforcé les chambres de commerce, qui ont produit un « Livre blanc » contenant les recommandations de réforme prioritaires du milieu des affaires.

**Recommandation pour les parties prenantes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) :**



Reconnaître l'importance des investissements étrangers et nationaux dans la croissance économique, en équilibrant les intérêts et les rôles des entreprises multinationales avec les entreprises nationales et locales lors de la conception des programmes de réforme.

## SE CONCENTRER SUR LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT TRANSFORMATRICES

Les efforts de réforme de l'environnement des affaires se concentrent généralement sur les réformes nationales. Alors que des outils d'évaluation communs tels que les évaluations *Doing Business* de la Banque Mondiale sont utilisés pour comparer et classer les environnements des affaires nationaux, les opportunités de réforme et d'investissement varient selon le lieu et le secteur.<sup>19</sup> Dans les pays en développement touchés par la fragilité et les conflits, il est très important de reconnaître les « microclimats » auxquels sont confrontés les différents types de sociétés et de secteurs.<sup>20</sup>

Plutôt que de soutenir des réformes nationales de grande envergure qui affectent l'ensemble du climat d'investissement, il est souvent plus judicieux de se concentrer sur des investissements plus stratégiques qui conduisent à une transformation économique. Parfois décrite comme une réforme « axée sur les transactions », cette approche vise à obtenir de meilleurs résultats en matière de croissance en concentrant les réformes sur la mise en œuvre de politiques et de réformes ciblées. Ces réformes se concentrent sur les besoins spécifiques des opportunités d'investissement transformatrices et passent, à plus long terme, à des réformes plus complètes. Les réformes stratégiques s'attaquent à des problèmes pragmatiques, tels qu'une

<sup>16</sup> Par exemple, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (OCDE 2011) sont des recommandations adressées par les gouvernements aux entreprises multinationales pour s'assurer que les activités de ces entreprises sont en harmonie avec les politiques gouvernementales, pour renforcer la base de la confiance mutuelle entre les entreprises et les sociétés dans lesquelles elles opèrent, pour aider à améliorer le climat de l'investissement étranger et pour renforcer la contribution des entreprises multinationales au développement durable.

<sup>17</sup> Whyte, Robert, and Carlos Griffin. 2014. *Promoting foreign investment in fragile and conflict-affected situations*. World Bank Group (Washington, DC).

<sup>18</sup> Channel, W. (2010) *Business environment reforms in conflict-affected contexts*. International Alert, London

<sup>19</sup> Il existe également une demande croissante d'évaluations sous-nationales de *Doing Business*.

<sup>20</sup> Pritchett, L., K. Sen, and E. Werker (2018) 'An introduction to the conceptual framework', in *Deals and development: The political dynamics of growth episodes*, Pritchett, Sen and Werker (Eds.) Oxford University Press, Oxford

alimentation électrique coûteuse ou inadéquate ou des infrastructures clés pour améliorer l'accès aux marchés. Ces approches contribuent à débloquer les marchés et à améliorer la compétitivité, ce qui peut suffire à relancer l'accélération de la croissance d'un pays.

Par exemple, le Programme des Nations Unies pour le développement en Somalie, par le biais de son projet Capacity for Investment and Economic Development, a soutenu le gouvernement fédéral dans la préparation de la National Investment Promotion Strategy. Cette stratégie applique une approche du développement économique axée sur l'entreprise, en se concentrant sur l'amélioration du régime politique et réglementaire pour les entreprises privées. La stratégie introduit des investissements « délibérément ciblés », tels que des investissements « changeant la donne » dans des projets « d'ancrage » qui peuvent générer d'autres investissements, comme des zones de libre-échange, des corridors commerciaux et de l'énergie. Une approche axée sur les entreprises renforce également les liens entre les réformes gouvernementales et les affaires. Un rapport récent sur les réformes de l'investissement en Somalie, rédigé par la Commission européenne et la Facilité pour le commerce et le secteur privé de DG DEVCO, a révélé un faible niveau de confiance entre les entreprises et le gouvernement. Il recommande au gouvernement de clarifier le rôle des différents ministères dans la promotion des investissements et d'améliorer la coordination, tandis que le secteur privé devrait trouver des possibilités d'auto-organisation et de représentation pour améliorer le partage des informations et promouvoir les projets prêts à être investis.<sup>21</sup>

## TRAITER LES LIENS ENTRE INFORMALITÉ, FRAGILITÉ ET CONFLIT

Souvent, les pays caractérisés par la fragilité et les conflits connaissent des niveaux anormalement élevés d'informalité. Cela peut être le résultat de la capacité limitée des gouvernements à mettre en œuvre des politiques et à appliquer des instruments juridiques et réglementaires, et à fournir un certain degré de stabilité et de prévisibilité économiques, ainsi que de la faiblesse et de la distorsion des marchés qui rendent difficile l'épanouissement des entreprises. Souvent, les hommes et les femmes sans emploi n'ont d'autre choix que de se lancer dans une forme de génération de revenus informelle pour survivre.

Par conséquent, il est important d'examiner les liens entre l'informalité, la fragilité et les conflits. Cela peut inclure des efforts visant à soutenir la formalisation de l'économie informelle en facilitant l'enregistrement des entreprises et l'octroi de licences à moindre coût.<sup>22</sup> De plus en plus d'éléments montrent que la réforme de l'environnement des affaires, à elle seule, n'est souvent pas suffisante. Il faut à la fois faciliter l'enregistrement et la conformité, créer des incitations à la formalisation et améliorer la gouvernance.<sup>23</sup>

La lutte contre l'informalité, la fragilité et les conflits peut également créer une plus grande demande de modèles d'entreprises plus inclusifs et orientés vers la communauté. Par exemple, voir [l'encadré 2](#).

Une attention accrue est accordée à la recherche de moyens de travailler avec les entreprises informelles. Il s'agit d'une approche complémentaire ou parallèle qui s'inscrit dans le cadre d'un programme de formalisation. Comme il est peu probable que les processus de formalisation absorbent toutes les entreprises informelles et leurs travailleurs, des réformes sont nécessaires pour répondre aux défis et aux vulnérabilités auxquels elles sont actuellement confrontées.<sup>24</sup> Il s'agit notamment d'améliorer l'accès au financement et le développement des compétences, la technologie et le commerce transfrontalier, ainsi que les mesures de protection sociale. La Facilité ICR est en liaison avec l'UE au Tchad pour explorer les façons dont les niveaux élevés d'informalité peuvent être abordés par une combinaison de soutien à la réforme de l'environnement des affaires tout en améliorant les incitations et les capacités des entreprises informelles à se formaliser et à se développer.



### Recommandation pour les parties prenantes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) :

Accorder une plus grande attention aux réformes stratégiquement ciblées, « axées sur les transactions », qui stimulent les opportunités d'investissement ascendantes et transformatrices, plutôt qu'aux réformes générales, nationales et économiques.

21 Osman, H., A. Osman and D. Ibekwe (2020) *Roadmap for DFI investment in Somalia; report*, August, European Commission and DEVCO TPSD Facility

22 Pour une explication plus complète des options de formalisation de l'économie informelle, voir : International Labour Conference, *Transition from the Informal to the Formal Economy, Recommendation 204*, 2015. Voir aussi Donor Committee for Enterprise Development, *Business Environment Reforms and the Informal Economy*.

23 Voir Bruhn (2012) 'A tale of two species; revisiting the effect of registration reform on informal business owners in Mexico', et Henrique de Andrade, et. al., 2013 *A Helping Hand or the Long Arm of the Law? Experimental Evidence on What Governments Can Do to Formalize Firms*.

24 Voir *Overseas Development Institute*



**Recommandation pour les parties prenantes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) :**

Répondre aux niveaux élevés d'informalité par des politiques bien coordonnées qui tiennent compte des conditions spécifiques à chaque pays et trouver un équilibre entre la

formalisation de l'économie à long terme et la résolution des problèmes immédiats auxquels de nombreux acteurs informels sont confrontés à court terme.

**ENCADRÉ 2 :**

**Les entreprises sociales – une opportunité unique pour un développement inclusif**

De nouvelles formes d'entreprises sont utilisées pour promouvoir l'inclusion dans des situations de fragilité et de conflits. En particulier, les entreprises sociales sont apparues comme un moyen pratique pour les populations locales de s'engager dans la génération de revenus et le renforcement de la communauté. Le British Council au Soudan promeut des entreprises sociales pour aider à résoudre les problèmes sociaux et environnementaux. Ces entreprises génèrent des revenus comme les autres entreprises, mais réinvestissent les bénéfices dans leur mission sociale, créant ainsi un changement social positif. Elles créent des emplois, réduisent les inégalités et réunissent les compétences entrepreneuriales du secteur privé et les valeurs du service public.

Le programme soutient les « praticiens de l'entreprise sociale » et autres acteurs du changement qui dirigent une entreprise sociale ou gèrent des start-ups d'entreprises sociales. Un rapport de 2020 constate que les entreprises sociales au Soudan servent des communautés diverses et travaillent dans un large éventail d'industries. Il recommande la réforme des politiques et des procédures afin d'améliorer l'accès des entreprises sociales aux marchés publics et la création d'un cadre juridique solide, favorable et flexible qui aide les entreprises sociales à se distinguer en tant qu'entreprises commerciales mais qui maintiennent également un engagement envers un objectif social.

De même, dans l'île méridionale des Philippines, touchée par le conflit, le British Council et l'Union européenne, tous deux partenaires de la Facilité ICR, ont facilité un partenariat avec le gouvernement régional de la région autonome musulmane de Mindanao, les organisations de la société civile et le milieu local des affaires. Ce partenariat vise à construire un environnement solide dans lequel les entreprises sociales peuvent prospérer. Il promeut le rôle des entreprises sociales dans la fourniture de biens et de services essentiels aux populations locales, en donnant aux femmes et aux hommes de la région un enjeu dans la paix et la stabilité de la région.

SOURCE : British Council (2020) 'The state of social enterprise in Sudan', Global Social Enterprise, British Council; British Council (2017) How social enterprise is creating change in fragile Mindanao communities, London

## RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Ce rapport a examiné certains des principaux défis de la réforme de l'environnement des affaires dans des contextes de fragilité et de conflits. Il a décrit comment les gouvernements et les organisations représentatives des entreprises peuvent s'unir pour soutenir les changements qui améliorent les conditions du développement des affaires et de la croissance économique.

Lors de la conception de réformes de l'environnement des affaires il est important de bien comprendre comment les entreprises sont affectées par la fragilité et les conflits. Sur cette base, les gouvernements et les organisations représentatives des entreprises peuvent travailler ensemble pour soutenir la stabilisation et la consolidation de la paix.

Le dialogue public-privé inclusif implique un large éventail de femmes et d'hommes et des entreprises de tailles diverses dans des secteurs stratégiques. Cela va au-delà des formes de dialogue fermées, souvent élitistes, qui sont courantes dans les situations de fragilité et de conflits. Des approches plus ouvertes et inclusives renforcent la confiance et la transparence et encouragent une appropriation plus large des initiatives de réforme.

Plutôt que de se concentrer sur des réformes nationales et génériques, il est souvent utile d'accorder une plus grande attention aux réformes « axées sur les transactions » qui se concentrent sur les opportunités d'investissement ascendantes et transformatrices.

Les réformes réussies reconnaissent l'importance d'accroître les investissements tant étrangers que nationaux. Les réformes doivent se concentrer sur les problèmes pragmatiques auxquels les investisseurs privés sont confrontés.

Dans les contextes de fragilité et de conflit, il est souvent important d'envisager des modèles d'entreprise plus inclusifs, tels que les entreprises sociales et les coopératives. Il est possible d'introduire des réformes de l'environnement des affaires qui offrent à ces formes d'entreprises un espace juridique que les gouvernements et les entreprises peuvent encourager.

Souvent, les pays caractérisés par la fragilité et les conflits connaissent des niveaux d'informalité anormalement élevés. Les réformes de l'environnement des affaires doivent donc se fonder sur une analyse des moteurs de l'informalité et tenir compte des conditions propres à chaque pays. Les réformes doivent trouver un équilibre entre la formalisation de l'économie à long terme et la résolution des problèmes immédiats auxquels sont confrontés de nombreux acteurs informels.

## RECOMMANDATIONS ET SOUTIEN

### QUE VOUS POUVEZ DEMANDER À LA FACILITÉ ICR



Sur la base de l'analyse fournie, ce rapport formule six recommandations à l'intention des gouvernements et des organisations représentant les entreprises afin de soutenir les changements qui améliorent les conditions de développement des affaires et la croissance économique dans les contextes de fragilité et de conflit. Les décideurs politiques ainsi que les représentants du secteur privé qui influencent les décideurs politiques, les praticiens du développement et les autres parties prenantes concernées dans les pays ACP peuvent demander une assistance technique à court terme pour les aider à mettre en œuvre les recommandations présentées dans ce rapport.<sup>25</sup>

<sup>25</sup> Pour plus d'informations, voir ici : <https://www.icr-facility.eu/request-form>

**Les suggestions de soutien concret que la Facilité ICR pourrait fournir incluent (mais ne sont pas limitées à) :**

- Des diagnostics de l'environnement des affaires qui génèrent des preuves sur les priorités de la réforme ;
- Évaluation de l'économie politique de l'environnement des affaires pour identifier les liens entre la fragilité, les conflits et le rôle du secteur privé ;
- Soutien aux formes inclusives de dialogue public-privé ;
- Développement d'un plan de communication qui favorise un processus transparent ;
- Concevoir la réforme de l'environnement des affaires de manière à soutenir les modèles d'affaires favorisant les Objectifs de développement durable (ODD), tels que les entreprises sociales et les entreprises inclusives.

**AUTRES LECTURES**

- Aidis, Ruta. 2017. *Gender and business environment/investment climate reform in Bangladesh*. London, UK (Business Environment Reform Facility, DFID)
- Channell, Wade. 2010a. *Business environment reforms in conflict-affected contexts*. *International Alert* (London).
- Donor Committee for Enterprise Development. 2011. *The political economy of business environment reform: An introduction for practitioners*. (Cambridge, UK).
- Ernstorfer, Anita, and Ben Miller. 2020. *Corporate impacts and the role of business in the global peace agenda*. CDA Collaborative.
- European Union. 2019. "Humanitarian principles." *European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations*. European Commission.
- International Alert. 2000. *The business of peace; The private sector as a partner in conflict prevention and resolution*. International Alert (London, UK).
- Schrade, Urs, Birgit Seibel, Christine Weinreich, and Susanne Reichenbach. 2017. *Is there a case for private sector development interventions in contexts of open and sus-tained violence?* Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (Eschborn).
- International Finance Corporation. 2019b. *Generating private investment in fragile and conflict-affected areas*. (Washington DC).
- White, Simon. 2020. *Business Environment Reforms in Fragile and Conflict-Affected Situations*. DCED.

